

La taxation du carbone en France

Katheline Schubert
PSE, Univ. Paris 1, CAE

COGITECO
12 avril 2021

Donner un prix au carbone

- ▶ Cours d'économie : on sait depuis Pigou 1921 que la taxe carbone est un bon instrument.
 - ▶ Elle donne un prix à un bien qui, n'en ayant pas, est sur-produit / sur-consommé.
 - ▶ Elle permet d'aligner le système des prix relatifs avec les objectifs de la société.
 - ▶ Elle est **efficace** : permet d'atteindre tout objectif de réduction des émissions à moindre coût (via une baisse de la consommation et l'adoption de technologies moins polluantes).
 - ▶ Elle incite à l'innovation en biens/technologies verts ; elle procure un business model aux activités vertes.
 - ▶ En l'absence d'imperfections et externalités autres que le problème climatique, c'est un meilleur instrument que les instruments réglementaires.

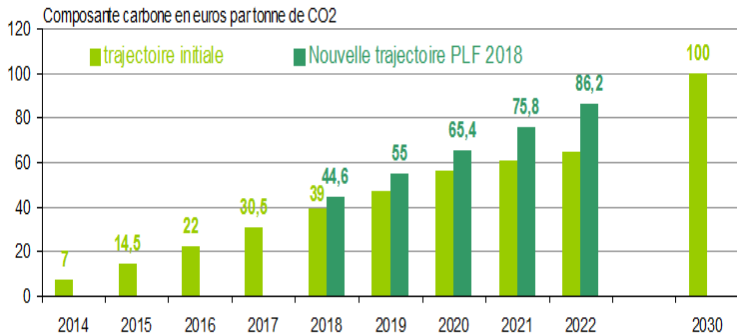
- ▶ Elle est donc nécessaire.

- ▶ Mais elle n'est pas suffisante car il existe d'autres imperfections et externalités dans l'économie : sous-fourniture de technologies vertes, biais comportementaux des ménages, contraintes de crédit, externalités de réseau, etc.
- ▶ Exemple de la décarbonation du secteur des transports, qui suppose le déploiement de plusieurs instruments (investissements publics dans transports en commun propres, réseau de bornes de recharges pour les véhicules électriques, politique de la ville...) articulés autour du prix du carbone.

- ▶ Concrètement, la politique climatique utilise de nombreux instruments : normes techniques (véhicules et bâtiments), subventions aux technologies propres et aux énergies renouvelables, programmes d'efficacité énergétique, marchés de quotas d'émissions négociables, taxes carbone, systèmes de bonus-malus, investissements publics verts...
- ▶ Efficacité des instruments hors prix, et coût réel en termes de tonnes de carbone évitées incertaine. Evaluation indispensable, mais rare.
- ▶ Bien calibrer les instruments alternatifs à la taxe carbone et éviter des effets indésirables comme l'effet rebond peut s'avérer difficile (exemple du bonus-malus automobile de 2008 en France).
- ▶ Mais la taxe carbone suscite de très fortes oppositions. Les subventions et même les normes sont beaucoup plus populaires. Est-ce parce que leur coût est caché ? Ou parce qu'elles semblent plus justes ?

La taxe carbone française

- ▶ Emissions provenant de sources diffuses = $3/4$ des émissions françaises, stables depuis 1990.
- ▶ Les instruments existants, normes, subventions, bonus-malus etc. n'ont pas permis d'atteindre les objectifs assignés au transport et à la rénovation des bâtiments.
- ▶ Après plusieurs tentatives avortées, mise en place en 2015 d'une taxe carbone, la **Contribution Climat-Énergie** (CCE).
- ▶ CCE : accise appliquée au contenu en CO₂ des énergies. Introduite à un taux très faible, avec un engagement du gouvernement d'augmenter régulièrement ce taux au cours du temps. A atteint fin 2018 un niveau de 44,6 €/tCO₂.
- ▶ Passage à 55 € et poursuite de l'alignement de la taxation du gazole sur celle du super gelés par le gouvernement en novembre 2018 suite aux manifestations des Gilets Jaunes.
- ▶ CCE payée aux $2/3$ par les ménages, $1/3$ par les entreprises.



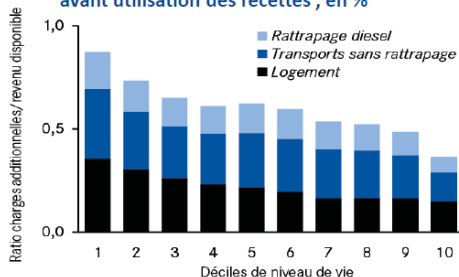
		sept. 17	sept. 18	variation sur un an	
		€/l	€/l	c/l	%
S. 95	prix à la pompe, dont :	1,37	1,56	18,4	13,4
	taxes énergie	0,78	0,82	3,9	4,9
	prix du pétrole et marges	0,59	0,74	14,5	24,4
gazole	prix à la pompe, dont :	1,22	1,48	25,8	21,1
	taxes énergie	0,64	0,71	7,6	11,9
	prix du pétrole et marges	0,58	0,77	18,2	31,2

Les effets redistributifs de la taxe carbone

Source : D. Bureau, F. Henriët et K. Schubert , Pour le climat : une taxe juste, pas juste une taxe, Note CAE n° 50, mars 2019.

Analyse les impacts sur le pouvoir d'achat d'une augmentation de la CCE de son niveau actuel au niveau prévu pour 2022 (86,2 €/tCO₂), accompagnée du rattrapage de la fiscalité sur le diesel de 7,8 c€/litre (somme des augmentations prévues pour janvier 2019, 2020 et 2021).

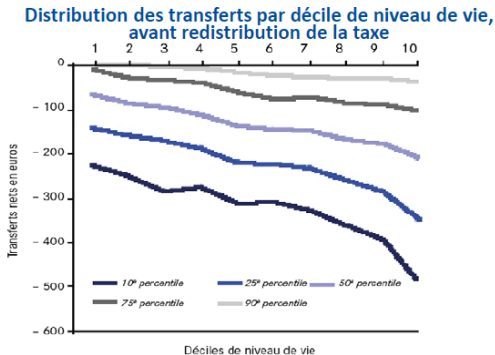
Taux d'effort des ménages associé à la réforme, avant utilisation des recettes, en %



La taxe carbone est régressive : elle pèse davantage dans le budget des ménages pauvres.

- ▶ On peut cependant compenser les effets régressifs.
- ▶ Exemple : la proposition de politique “tax and dividend” aux Etats-Unis, consistant à redistribuer les recettes de la taxe sous forme d’un dividende forfaitaire à tous les ménages.
- ▶ Impossible de ne faire que des gagnants. Il faudrait pouvoir cibler les transferts de manière extrêmement précise.
- ▶ Mais possible de cibler les transferts de sorte que les plus vulnérables ne soient pas les perdants.
- ▶ Normes et réglementations sont tout aussi régressives que la taxe carbone et les subventions profitent principalement aux ménages riches.

- ▶ A l'intérieur de chaque décile de revenu, l'hétérogénéité des impacts de la taxe sur le pouvoir d'achat est importante : **hétérogénéité verticale, mais aussi horizontale.**

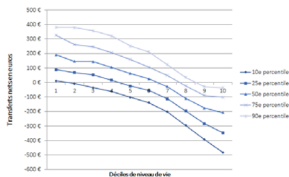
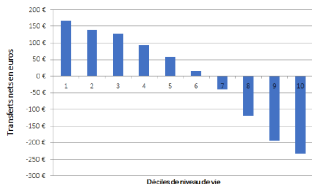


- ▶ Hétérogénéité des impacts à revenu donné liée à la **localisation** des ménages, à travers les **différences d'équipements** entre ménages ruraux et urbains (chaudière au fuel/au gaz/chauffage électrique, voiture diesel/essence/pas de voiture).

Comment redistribuer équitablement la taxe carbone ?

- ▶ Bureau et al. étudient plusieurs scénarios de redistribution des recettes.
- ▶ Exemple : redistribution calibrée de sorte que le moins de ménages possibles ne perdent à l'introduction de la taxe dans les 6 premiers déciles.
- ▶ Scénario : transferts décroissants avec le revenu, (310 € aux 3 1ers déciles, 300 au 4ème, 255 au 5ème, 240 au 6ème, 150 au 7ème, 60 au 8ème), + différenciation géographique des transferts, + dispositifs d'aide à la conversion des équipements les plus polluants, ciblés sur les ménages les plus vulnérables.

Graphique 9. Distribution des transferts nets avec des transfert décroissants avec les revenus



Rendre la taxe transparente et partager l'effort

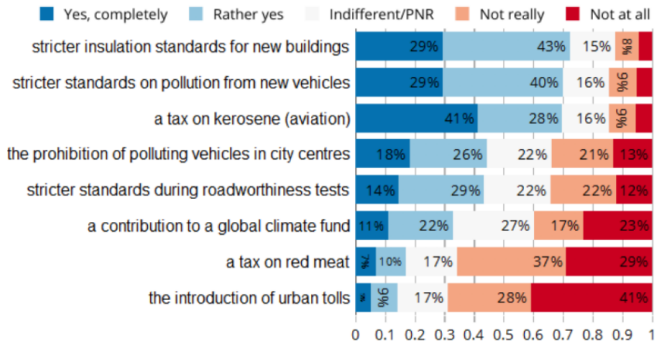
- ▶ Pédagogie, communication et transparence dans l'utilisation des recettes ; construction d'un projet collectif
- ▶ Partage de l'effort : le sentiment d'injustice est accru par les exemptions au niveau national
 - ▶ 15% des émissions de CO₂ ne sont pas taxées et 31% sont soumises au prix du marché ETS, plus faible à l'époque que la taxe carbone (environ 20€/t CO₂ contre 44,6 €)
 - ▶ Cas symbolique du transport international aérien et maritime
- ▶ Pourquoi les Français devraient-ils faire des efforts alors que les pays qui émettent le plus de carbone n'en font peu ou pas ?
 - ▶ Exemplarité, effet d'entraînement
 - ▶ Que nos enfants ne puissent pas dire : ils savaient et ils n'ont rien fait

Comment faire sans taxe carbone ?

- ▶ Douenne et Fabre (2020) : enquête sur un échantillon représentatif de 3002 personnes juste après le mouvement des Gilets jaunes.
- ▶ Les Français sont en général préoccupés par le changement climatique et prêts à faire des efforts pour le combattre.
- ▶ Politique de taxe et dividende (hausse de 50 €/tCO₂ de la taxe carbone actuelle accompagnée d'une redistribution forfaitaire uniforme des recettes supplémentaires rejetée à 70% (seulement 10% de oui).
- ▶ Facteurs pouvant expliquer ce rejet :
 - ▶ proximité du mouvement des Gilets jaunes ,
 - ▶ perception erronée de l'effet de la politique sur son propre pouvoir d'achat,
 - ▶ manque d'alternatives perçues,
 - ▶ mise en doute de l'efficacité environnementale de la politique,
 - ▶ manque de confiance dans le gouvernement en général, et dans le fait que le dividende sera bien versé en particulier.

- ▶ En revanche, les Français sont majoritairement en faveur de normes environnementales plus strictes, d'une taxe sur le kérosène et d'investissements verts.

Approbation de différentes politique climatiques



- ▶ Construction d'un consensus démocratique autour de la politique climatique : la **Convention Citoyenne pour le Climat**
- ▶ Octobre 2019. 150 citoyens tirés au sort.
- ▶ Mandat : définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990), dans un esprit de justice sociale.
- ▶ 7 sessions de 3 jours avec auditions d'experts et débats.

Mesures proposées :

- ▶ Tout sauf la taxe carbone.
- ▶ Incitations par les prix : réforme du système d'indemnité kilométrique de l'IR, réduction de la TVA sur les billets de train de 10% à 5,5%, sortie progressive des avantages fiscaux sur le gazole, modulation de la TVA pour favoriser le transport de marchandises sur des circuits courts, renforcement du bonus-malus automobile, renforcement de l'éco-contribution kilométrique des avions, modulation des taxes sur les contrats d'assurance en fonction de l'émission de CO₂, mise en place d'un ajustement carbone aux frontières de l'UE.
- ▶ Contraintes : interdire les centres villes aux véhicules les plus émetteurs, interdire dès 2025 la commercialisation de véhicules neufs très émetteurs, contraindre les propriétaires à rénover de manière globale, interdire les chaudières au fioul et à charbon d'ici à 2030 dans les bâtiments neufs et rénovés, stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines.
- ▶ Investissements verts publics de modernisation des infrastructures, des matériels roulants et des gares, et dans la rénovation énergétique des logements.

Loi Climat et résilience.

A suivre !